

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le budget principal des dépenses déposé aujourd'hui par mon collègue le président du Conseil du Trésor comprend uniquement les dépenses autorisées à ce jour. J'ai dit dans l'exposé budgétaire, et le président du Conseil du Trésor l'a répété aujourd'hui, que l'ensemble des dépenses—budgétaires, non budgétaires, y compris le budget supplémentaire des dépenses, tous les emprunts et autres engagements du gouvernement, le régime de sécurité de la vieillesse, l'assurance-chômage—soit toutes les dépenses prévues pour 1975-1976 comparativement aux dépenses pour 1974-1975, respecte encore les prévisions mentionnées dans mon exposé budgétaire.

**M. McGrath:** Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il de fait établi des principes directeurs régissant les dépenses du gouvernement, et la hausse actuelle dans les dépenses du gouvernement respecte-t-elle ces principes?

● (1530)

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, comme le président du Conseil du Trésor l'a dit, s'il ne survient pas de situations imprévues, nous espérons que les prévisions de dépenses accrues qui figurent dans le budget se révéleront justes. Je prie l'honorable représentant de se reporter à la déclaration du président du Conseil du Trésor au début de la session.

\* \* \*

### LES ÉDIFICES PUBLICS

L'IMMEUBLE BOURDIGNON À VANCOUVER—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR L'ANNONCE D'OFFRE EN LOCATION À BAIL

**M. Bill Clarke (Vancouver Quadra):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler au ministre des Travaux publics une annonce récemment publiée à Vancouver sous la rubrique des Travaux publics et signée par M. MacLeod, directeur régional de l'immobilier. Il s'agit d'un appel d'offres pour des locaux climatisés de 206,000 pieds carrés, dans la ville de Vancouver. La description, la date d'occupation et l'emplacement requis étaient tels qu'un seul édifice, soit l'immeuble Bourdignon dont la construction est à peu près terminée dans le quartier Marpole, pouvait convenir, si bien que les autres promoteurs n'ont pu soumissionner. Le ministre ferait-il une enquête approfondie sur ce qui semble être un simulacre d'appel d'offres, au détriment des contribuables, étant donné surtout que le ministère du Revenu national s'était engagé à louer l'immeuble Bourdignon avant même la parution de l'annonce, car des fonctionnaires ont déclaré que le bureau de l'impôt sur le revenu à Vancouver déménagerait en juillet prochain dans un immeuble du quartier Marpole.

**L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics):** Monsieur l'Orateur, sans toutefois admettre qu'il s'agit d'un simulacre d'annonce, je me ferai un plaisir d'aller aux renseignements.

### Questions orales

#### LE BUDGET

LA DATE DU DÉPÔT DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (D) POUR 1974-1975

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au président du Conseil du Trésor, qui se rapporte à une question posée par le chef de l'opposition. Maintenant que nous connaissons les mauvaises nouvelles en ce qui concerne les dépenses de l'année prochaine, le ministre nous dira-t-il quand il compte déposer le budget supplémentaire (D) pour 1974-1975? A combien s'élèveront les dépenses supplémentaires du gouvernement pour cette année?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, nous nous préparons à déposer à la Chambre les prévisions finales d'ici quelques jours.

\* \* \*

[Traduction]

#### LES FINANCES

L'OMISSION DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (D) POUR 1974-1975 LORS DE L'EXPOSÉ BUDGÉTAIRE DU 18 NOVEMBRE

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances qui opine peut-être de la tête lorsqu'il ne cligne pas de l'œil. Le président du Conseil du Trésor a dit qu'un budget supplémentaire sera déposé et que, sauf erreur, il sera de plus de 500 millions de dollars. Le ministre expliquera-t-il pourquoi le 18 novembre, il n'a pas parlé de budget supplémentaire (D) lorsqu'il a déposé des prévisions de dépenses de 24,850 millions de dollars.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je ne l'ai pas oublié, mais il me faudra un certain temps pour expliquer cela au député à un moment opportun.

\* \* \*

#### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

DEMANDE DE DÉPÔT DU RAPPORT DE YORK ADVERTISING LIMITED D'OTTAWA

**M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, ma question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a trait à un rapport confidentiel sur la Commission d'assurance-chômage, demandé par le gouvernement et présenté par la York Advertising Limited d'Ottawa, rapport qui a coûté fort cher aux contribuables. On lit dans ce rapport des conclusions fort troublantes, notamment à la page 8, où l'on parle des programmes qui ont été étudiés et qui semblent se fonder sur un mélange d'intuitions et d'expédients, et à page 26, où l'on signale que la CAC a été considérée comme un dépôt d'incompétents, une impasse professionnelle.

**Des voix:** Règlement!

**M. O'Sullivan:** Devant l'inquiétude des députés au sujet de la Commission d'assurance-chômage et du contenu troublant du rapport, le ministre peut-il le déposer sur-le-champ?